



LE MOT DU PRÉSIDENT

La nation, voilà la survie !

Qui cherche à discerner les grandes lignes d'intelligibilité des forces de la Révolution actuellement en œuvre dans le monde, en Europe et en France, peut en repérer aisément deux principales. L'une concerne la personne humaine : il s'agit de « déconstruire les stéréotypes de genre », de chosifier l'embryon, de promouvoir l'avortement et l'eugénisme, le « droit au suicide », « l'assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité », de « créer une nouvelle civilisation », bref de nier la nature humaine dans ce qu'elle a de plus sacrée à rebours de l'anthropologie la mieux établie. L'autre grand axe est d'ordre géopolitique et correspond au mondialisme, c'est-à-dire la remise en cause du droit des États à avoir leur identité, leur indépendance et leur modèle politique propre.

Au regard de ces deux grandes manœuvres de déconstruction de la société humaine on mesure combien l'idée nationale qui sous-tend notre projet politique peut constituer la réponse la plus pertinente. A condition, bien sûr, d'entendre par nation non point l'amalgame indifférencié d'individus-électeurs, mais cette famille de familles qui est la reconnaissance de tous les corps sociaux où vit et s'épanouit la personne humaine.

Qu'on relise avec attention les pages lumineuses de Maurras sur le régime royal dans *le Petit manuel de l'enquête sur la Monarchie*. Tout est dit sur les libertés fondamentales des familles, des communes, des pays et des régions, des associations professionnelles, confessionnelles et morales, le tout dans le cadre national, le plus vaste cercle communautaire. N'est-ce point ce que veulent aujourd'hui ceux que la décréation en cours inquiète et révolte ? Cohérent

et soucieux d'efficacité, Maurras ajoutait que ces libertés en bas nécessitaient une autorité en haut, c'est-à-dire un état qui en soit le garant, le défenseur et le gendarme. Son royalisme (le nôtre !), procède de ce double souci, social et politique. Il est heureux et hautement emblématique qu'un prince de France, SAR Eudes d'Orléans, s'investisse avec énergie dans ce que la saine réaction de la Manif pour tous a produit de plus intelligemment fécond : le Courant d'écologie humaine. « *Prendre soin de tout l'homme et de tous les hommes* » en est la devise. Elle est implicitement la remise en cause d'un Etat négateur de la nature humaine, législateur malfaisant et éteignoir des libertés communautaires concrètes.

L'Être français, contesté depuis sa plus petite expression (l'embryon), malmené dans tous les corps sociaux qui le constituent, est aussi menacé dans son identité nationale et civilisationnelle. C'est pourquoi, dans un esprit convergent à celui de l'écologie humaine un Hervé Juvin est habilité à plaider pour la sauvegarde de la diversité des cultures et des civilisations (1). Une mondialisation rouleau-compresseur s'applique en effet à vouloir les faire disparaître. Dans ces sourdes manœuvres l'actualité ne montre-t-elle pas combien les États-Unis et l'UE en sont les instigateurs les plus zélés ? Ils ont beau dispenser des leçons de non-impérialisme, on voit bien depuis longtemps l'intention des premiers à vouloir organiser une mondialisation à dominante américaine. L'Ukraine dans l'OTAN leur serait, pour cette raison, un nouveau succès. Quant à l'UE, prétendument Empire sans impérialisme selon Baroso, ne manifeste-t-elle pas une volonté impérialiste en sanctionnant la Suisse au prétexte qu'elle a osé voter comme ne le souhaitaient pas Bruxelles ? Et après avoir soutenu un coup d'État contre un pouvoir qu'elle

suite p. 2

SOMMAIRE

Le mot du Président	1	La Restauration Nationale en mouvement	6
Une lueur d'espoir	2	Le monde et la ville	8
Les institutions et la paix.....	4	Renouvellement de l'adhésion	8

avait pourtant reconnu comme légal, ne montre-t-elle pas dans l'affaire de Crimée, une fois de plus, son déni des réalités historiques et son mépris pour la volonté populaire exprimée par référendum ?

La menace est moins dans le risque que la Russie redevienne l'URSS que dans ce qu'est déjà devenue l'Union européenne, une nouvelle URSS. Telle est la thèse et le titre d'un livre publié dès 2005 par le dissident russe Vladimir Boukovski (2). Il est sans doute utile d'en faire connaître un rapide résumé : selon lui, avec l'URSS et l'UE on a affaire à deux monstres, gouvernés par une poignée de personnes choisies entre elles au sein d'une même nomenclatura, et n'ayant de compte à rendre à quiconque. L'URSS avait le Soviet Suprême qui ne faisait qu'approuver les décisions du Politburo. L'UE a un parlement élu où le temps de parole d'un intervenant est ridiculement bref. Comme l'URSS, l'UE fonctionne grâce à un personnel pléthorique et privilégié, muté d'un poste à l'autre quoiqu'il fasse, même mal, ou qu'il ne fasse rien. L'URSS a été créée par la contrainte et souvent l'occupation armée. L'UE se crée par la contrainte et la pression économique. On disait que le but de l'URSS était de créer une nouvelle entité historique : le Peuple soviétique. L'UE veut

créer une nouvelle entité historique : les Européens ! L'URSS voulait détruire les États-Nations, comme l'UE le programme aujourd'hui. Là-bas on disait que seul un état fédéral éviterait la guerre ; on dit la même chose dans l'UE. Le système soviétique était profondément corrompu, et il en est de même pour l'UE. En URSS il y avait le goulag ; celui de l'UE est un « goulag intellectuel », le politiquement correct, lequel n'est pas moins puissant à ostraciser tout déviationniste. Et Boukovski de conclure : L'UE est le vieux modèle soviétique à la sauce occidentale. Mais il prédit aussi qu'elle porte en elle sa propre perte...

La nation constitue à la fois le cadre d'une saine anthropologie et le rempart contre un monde uniformisé voire unipolaire. Mais qui, sinon un Roi, impartial et souverain, peut être le serviteur de la nation française ? ■

Bernard Pascaud

1) Hervé JUVIN : *La grande séparation. Pour une écologie des civilisations*, Gallimard 2013

2) Vladimir BOUKOVSKI : *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?*, Le Rocher, 2005

L'EDITORIAL

UNE LUEUR D'ESPOIR !

Un sondage récemment publié montre que l'opinion française, que l'on s'acharne pourtant à « éduquer » depuis des décennies, retrouve au fond d'elle-même un solide bon sens, qui aboutit parfois à des réactions totalement à contre-courant du politiquement correct !

C'est ce qui vient de se passer avec le **sondage CEVIPOF** de janvier 2014. Les résultats de l'enquête annuelle menée par l'Institut *Opinionway* et le Centre de recherche politique de Science-Po, intitulé : *Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF* ont fait l'effet d'une bombe ! A tel point que, pour la première fois depuis cinq ans, 41 pages de ce rapport seulement (sur 84) ont été rendues publiques ! Inutile de dire que certains petits malins se sont procurés la totalité du rapport, dont le contenu a filtré on ne sait comment...Voici d'abord les résultats publiés.

Morosité, Lassitude, Méfiance

A la question : « *Quels mots caractérisent le plus votre état d'esprit actuel* », les sondés ont répondu : méfiance, lassitude et morosité (34% , 31%, et 30 %) ce qui montre bien que la population a perdu toute sentiment de sérénité et de confiance et toute sensation de bien-être, mais au contraire qu'elle s'arc-boute pour résister à tout ce qui risque de lui arriver ! Sur le plan de la confiance

dans les autres, les sondés se replient **d'abord sur leur famille** (94 %), ensuite sur les gens qu'ils connaissent personnellement (94 %) et **rejetent** nettement les gens qui ont une **religion différente** de la leur (66 %) et **les étrangers** (60 %) ... 75 % des sondés pensent qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres...61 % des sondés pensent que la plupart des gens cherchent à tirer profit des autres, alors que 37 % seulement pensent que la plupart des gens font leur possible pour se conduire correctement.

De manière générale, le sondage montre que la population ressent un **pessimisme** extrêmement fort au niveau de sa vie personnelle. Par exemple, 60 % des sondés pensent qu'ils n'ont que peu de pouvoir réel sur ce qui leur arrive, tandis que 39 % seulement pensent qu'ils ont le contrôle de la manière dont se déroule leur propre vie. 16% des sondés ont même **l'impression d'être des ratés**... Ce niveau de sous-évaluation psychologique, qui résulte évidemment du climat délétère qui ébranle notre société, est catastrophique !

Niveau de confiance dans les institutions politiques

Bien entendu, la même méfiance apparaît en ce qui concerne les institutions politiques. Il est intéressant de noter que la confiance demeure envers les **institutions qui sont les plus proches** des gens, et qu'elle décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la population de base. 62 % des sondés font confiance à leur conseil municipal, 50 % au conseil de leur région et 48 % au conseil général de leur département. Par contre, l'Assemblée Nationale n'obtient que 36 %. Quant à l'Union européenne, elle se situe à 32 %, soit une baisse de 10 points en cinq ans ! Enfin l'institution présidentielle ne se trouve qu'au sixième rang avec seulement 31 %... Conséquence de cette désaffection : si 61 % des sondés ont confiance dans le maire de leur commune, leur député tombe à 41 % et le premier ministre chute à 25 % ! La question suivante permet de connaître la raison de cette perte de confiance : « *A votre avis, est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout, de ce que pensent les gens comme vous ?* », **87 % des sondés répondent peu ou pas du tout !**

Un jugement sur la démocratie et différentes organisations

Vient ensuite une question sur la démocratie : « *Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?* ». A cette question, 69 % des sondés répondent : pas très bien ou pas bien du tout, soit une hausse de 21 % en cinq ans ! Voilà qui est clair : **près des deux-tiers des Français ne sont pas satisfaits de la démocratie !** La réponse à une autre question est particulièrement intéressante. Le niveau de confiance dans diverses organisations peut surprendre beaucoup de nos hommes politiques et des journalistes aux ordres : les trois premières organisations dans lesquels nos compatriotes ont confiance sont : **les Hôpitaux (79 %), l'Armée (74 %) et la Police (68 %) !**

L'école n'arrive qu'au quatrième rang (67 %), presque à égalité avec les associations (65 %). La justice n'arrive qu'ensuite, à 44 %, en baisse de 6 % en cinq ans. Cela doit être le résultat du beau travail de Madame Taubira !

Les syndicats se trainent à 28 %, en baisse de huit points en cinq ans, et **les partis politiques et les médias sont au dernier rang à 11 % !** Ne vous étonnez donc pas si 60 % des sondés répondent "oui" à la question : « *Je n'ai confiance ni dans la droite, ni dans la gauche, pour gouverner le pays* » ! D'autres questions élargissent le débat : 67 % des sondés pensent qu'il y a **trop d'immigrés** en France, en hausse de 18 % sur cinq ans, et enfin **50 % des sondés pensent qu'il faut rétablir la peine de mort**, en hausse aussi de 18 % en cinq ans. On ne s'étonnera pas que la réaction des sondés vis-à-vis de la politique soit reflétée par les mots : « **de la méfiance** » (35 %), « **du dégoût** » (31 %) ou « **de l'ennui** » (11 %), alors que les mots « du respect » et « de l'enthousiasme », viennent au dernier rang avec 1 % chacun ! Enfin, je me dois de mentionner au moins une réponse **que l'on n'a pas eu le courage de publier...** 50 % des sondés ne croient plus à la démocratie et souhaitent avoir à la tête du pays « **un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections** ». En clair, un roi ou un dictateur, ou du moins un pouvoir personnel fort.

Raison garder

Ce sondage fait d'abord comprendre que notre maître **Charles Maurras avait raison** sur toute la ligne : le peuple français, ruiné par l'Europe et la mondialisation, abêti par les slogans des mauvais bergers, et atteint au cœur par les bouleversements de la société, **s'aperçoit confusément** qu'il lui manque un protecteur, indépendant des médias et des partis, à la tête de l'État national ! Les gens se rapprochent de leur famille, car ils sentent bien, en dépit de la « *théorie du genre* » et des « *femens* », que c'est la cellule de base de la société. Préférer les édiles municipaux, locaux et régionaux aux énarques parisiens et aux technocrates de Bruxelles, c'est donner la preuve que les premiers échelons sont là où se situent les véritables libertés !

Mais il faut savoir raison garder ! C'est une chose de se réjouir des résultats de ce sondage, c'en est une autre de penser que la monarchie sera rétablie demain ! Traduire un sentiment diffus en des intentions déclarées, puis celles-ci en véritable volonté de changement, tout cela demandera du temps et beaucoup de **travail, d'enthousiasme et de discipline** de notre part ! ■

Georges Rousseau

A noter dès maintenant sur vos agendas !

Paris, le samedi 6 décembre 2014

Colloque du Cercle Vauban

Avec la participation de *Politique magazine, La Nouvelle Revue Universelle, la Restauration Nationale*

« la crise institutionnelle : propositions pour un nouveau régime »

Nous reviendrons sur cet événement dans le prochain bulletin

LES INSTITUTIONS ET LA PAIX

L'important, disions-nous précédemment¹, c'est de ne jamais cesser de faire effort pour réfléchir la crise morale que nous traversons, la pire dé-faite que nous puissions subir étant celle de la pensée.

Alors poursuivons.

Et d'abord : penser oui, mais penser comment, car il y a évidemment plusieurs registres dans la pensée qui, tous, ont leur légitimité, un peu comme en médecine où, pour le diagnostic et le traitement d'une pathologie, le généraliste et le spécialiste ont chacun leur utilité. L'un qui fonctionne peut-être de manière plus empirique et intuitive, l'autre de façon plus méthodique et scientifique. Et puis, on ne pense pas à partir de rien. Chacun sur son registre doit se doter d'outils appropriés : le stéthoscope et le tensiomètre ou le scanner et l'IRM....

De ce point de vue, on a déjà eu l'occasion de dire qu'une des principales raisons, nous semble-t-il, des faiblesses possibles de la pensée dans notre monde moderne réside dans la rupture du dialogue entre la Raison et la Foi. Or dans notre héritage chrétien, nous disposons d'un trésor déjà ancien mais constamment renouvelé qui essaie de les réconcilier. Ce trésor, c'est celui, trop méconnu, de la Doctrine Sociale de l'Eglise, qui peut être d'un très grand secours (subsidiu) dans notre réflexion. Il est heureux, en ce sens, que tout un mouvement s'amorce, à l'initiative même des évêques, pour réactiver cette doctrine². A condition toutefois qu'elle ne fasse pas l'objet d'une lecture idéologisante, ce qui, en France notamment, n'est jamais gagné...

Enfin, on ne peut pas tout penser et penser sur tout. Il faut rester humble et efficace surtout dans une approche généraliste. L'important, dans cette perspective, c'est peut-être d'abord de repérer les points de vigilance. Là où l'effort de veille doit se porter prioritairement parce qu'il s'agit de ce que l'on pourrait appeler des « signaux des temps » : attention là se joue quelque chose de potentiellement dangereux pour l'organisme, le corps.

C'est en fonction de ces présupposés que l'on retiendra deux questions souvent envisagées mais qui nous paraissent néanmoins urgentes à reprendre – deux questions liées, celle des institutions et celle de la paix – et que l'on essaiera de faire valoir comment les outils de la Doctrine Sociale peuvent nous aider à mieux les penser.

LE DELABREMENT DU SYSTEME INSTITUTIONNEL

« Le délabrement du système institutionnel », selon la formule de Bernard Pascaud, dans son éditorial du n° 84 de *Restauration Nationale* précité, est bien l'un des aspects les plus fondamentaux de la crise actuelle. C'est une évidence à tous les niveaux de nos institutions politiques et sociales.

1 « Du bon usage de la crise et des élections » RN n° 84

2 Cf. « Notre bien commun. Connaître la pensée sociale pour la mettre en pratique », Editions de l'Atelier-2014

Si on part d'en haut, il est clair - ainsi que nous l'avons développé devant nos amis de Marseille³ - que le mécanisme désormais central de l'élection présidentielle est devenu particulièrement pervers. Pour de multiples raisons.

D'abord parce qu'il donne l'illusion d'une fausse démocratie directe, une sorte de contrat *intuitu personae* entre le Président et chaque citoyen ou de referendum déguisé en vertu desquels de simples promesses de candidat seraient validées comme décisions irrévocables de la souveraineté populaire...

Et cette dangerosité est d'autant plus forte que nos démocraties modernes sont, comme disait Malraux, « des démocraties du 1% », la marge entre le vainqueur et le vaincu étant, en général, faible. Moyennant quoi, pour être élu, « il faut ratisser large », ce qui veut dire en fait « ratisser petit » : ne négliger aucune promesse qui peut rapporter quelques voix, même s'il s'agit de cavaliers idéologiques dévastateurs du bien commun.

Le Général de Gaulle a vraisemblablement commis, en 1962, une erreur d'appréciation. En instaurant l'élection présidentielle au suffrage universel direct, il a cru donner au monarque républicain de la Constitution de 1958 le sacre de la Nation. Il n'a pas vu – il allait le voir en 1968 – que cette Nation, comme volonté de vivre ensemble au sens de Renan, était en voie d'effritement et que n'existait même plus le Peuple au sens de Rousseau... Déjà pointait le règne sans partage de la société civile qui n'est plus le socle de granit d'un État fort mais un agglomérat instable, comme disent les sociologues, de « subjectivités désirantes » avides d'instrumentaliser le pouvoir à leur service.

Dont acte... Et pour dresser le bilan il suffit de reprendre la belle formule de B. Pascaud : « *Les égoïsmes particuliers institutionnalisés par le substrat nominaliste de l'idéologie démocratique ont sapé depuis belle lurette le concept même de Bien commun* ».

D'où, à un second niveau d'approche institutionnelle, le délabrement de l'État tout entier qui n'est plus, pour reprendre la distinction de Marcel Gauchet, l'État-Puissance, l'État-d'En-Haut, l'État hiérarchique, l'État de l'Offre, mais l'État-Service, l'État de la Demande ou plutôt des demandes de la société civile qu'il est là pour satisfaire....

Le constat ne change pas si l'on en vient aux institutions locales. Les dernières élections ont bien montré à nouveau toute la nocivité d'un millefeuille politico-administratif entretenant plus le goût de la crème au beurre que celui du bien commun. Non pas, encore une fois, que les hommes soient tous pourris mais le système, lui, l'est en grande partie. C'est toute la dramatique des hommes et des institutions. On y reviendra.

Continuons en descendant vers « l'institution de base

3 Cf. « La crise en 3 D » - Enregistrement vidéo du Café Politique du 15 mars – Site : lafautearousseau (maisquilafaute@aol.com)

de la société » : la famille. Il est tout aussi évident que son délabrement (en partie organisé) est une des causes majeures de la crise actuelle et des souffrances qu'elle provoque dans les domaines du travail, du logement, de l'éducation, des relations sociales, etc.

Et remontons pour finir – et rester proche de l'actualité politique – aux institutions européennes.

S'agissant de l'Europe, on redira d'abord, tout de même – ce qui nous emmène vers la paix – que, quels que puissent être ses travers, elle reste la seule « success story » de l'histoire humaine où l'on peut voir des nations jadis ennemies réussir à créer durablement un espace de paix. Et de prospérité car, on l'a souvent dit, à supposer que l'Union Européenne soit principale responsable, il vaut quand même mieux des millions de chômeurs que des millions de morts !

Mais on voit bien là aussi, tant sur le plan de la politique économique que sur celui du maintien de la paix, que les institutions européennes sont à repenser. Non pas, comme on l'avance parfois, que l'idée de faire partie d'une communauté économique ait été mauvaise. Elle était au contraire à la fois réaliste et prophétique : c'est en partant de la substance même de la guerre – le charbon et l'acier – que l'on a pu bâtir ce lieu de paix et de prospérité. Et la démarche s'enracinait dans de solides références culturelles et chrétiennes : « *Il prit du pain, fruit de la terre...* ». Mais là comme partout il eût fallu avancer plus hardiment sur le terrain politique, c'est-à-dire respecter la spécificité des nations, derniers remparts de nos libertés individuelles et de de notre sécurité collective, seules susceptibles d'appréhender, de comprendre et de gérer efficacement leur bien commun et notamment celui de la paix. Ce qui n'est pas le cas... on l'a vérifié s'agissant de la Syrie ou de l'Ukraine.

Un maintien de la paix sur lequel, pour finir, les organisations internationales n'ont pas fait beaucoup mieux du fait, là encore, de leurs insuffisances institutionnelles. La réforme de l'ONU est toujours à l'ordre du jour mais jamais entreprise, les grands restant arc-boutés sur leur droit de veto au Conseil de Sécurité et les petits transformant les autres organes en chambres de compensation.

TRANQUILLITAS ORDINIS

Nous voici donc sur le terrain de la paix. Avant de s'y aventurer plus profond, on observera simplement que si la paix paraît plus spécifiquement l'objet des institutions internationales, toutes les autres institutions sus-évoquées ont également pour première mission – pour mission essentielle – la réduction de la violence. C'est vrai pour l'Etat, c'est vrai pour l'autorité locale et c'est vrai pour la famille. Benoît XVI affirmait que la structure naturelle du mariage est une des conditions favorables au maintien de la paix. Et Mère Térésa disait, quant à elle, que l'avortement est le plus grand destructeur de la paix... !

C'est dire que leur délabrement cumulatif fait peser de graves incertitudes sur la paix elle-même. Et ce, au moment même où les mutations de la guerre nécessiteraient un surcroît d'efficacité et d'action conjointe.

Comme l'expliquait Paul Ricoeur, nous assistons à une détérioration du concept de guerre. Jusqu'ici, on savait ce qu'était la guerre : un conflit entre Etats. Et les Etats en assuraient la gestion. Désormais, la guerre est partout : nos enfants peuvent devenir à notre insu des combattants islamistes, le terrorisme peut frapper notre école municipale, l'Etat peut être espionné sur internet et agressé économiquement...etc. Et ce donc, au moment même où aucun niveau institutionnel ne semble en mesure d'agir ou de réagir avec toute la pertinence requise.

Il est temps, alors, de poser la question de fond : qu'est-ce qui peut expliquer ce délabrement institutionnel avec ses conséquences inquiétantes, notamment pour la paix ? Et, du coup, qu'est-ce qui peut orienter une reconstruction ?

C'est ici qu'un concept classique de la Doctrine Sociale peut se révéler précieux comme outil d'interprétation et d'action. Il s'agit du concept de « structures de péché » fortement systématisé par Jean-Paul II notamment. Sans reprendre tout l'appareil théologique, l'idée de base en est que les institutions ne sont, fondamentalement, que des comportements individuels cristallisés : une accumulation de comportements vertueux crée des structures vertueuses, une accumulation de comportements mauvais crée des structures perverses. Et une fois en place les unes ou les autres vont nécessairement peser, à leur tour, sur les comportements individuels. D'où la nécessité, comme disait Ricoeur encore, d'avoir « le souci des institutions ».

La question devient alors : au-delà de la diversité des configurations institutionnelles, est-il possible d'identifier, au sein du processus de cristallisation le gène pervers, la mauvaise bactérie et, une fois repérée, de produire des anticorps ?

En s'inspirant notamment de l'institutionnalisme du Doyen Hauriou, il semble que oui et que la perversion de la cristallisation institutionnelle s'enclenche lorsque, dans les comportements individuels précisément, le souci de l'institution s'efface au profit d'un subjectivisme pur. Qu'il s'agisse de la famille, de l'Etat, de l'Europe, on ne sert plus l'institution, on s'en sert...

Comment alors restaurer, comme disent les moralistes, une authentique éthique institutionnelle ? Comment réactiver dans le sujet moderne le souci institutionnel ? Une seconde fois, la Doctrine Sociale vient ici à notre secours avec le concept de subsidiarité. Mais la subsidiarité conçue non pas seulement comme une technique de répartition des compétences entre les divers niveaux institutionnels, mais la subsidiarité envisagée – ainsi que le développe Chantal Delsol – comme une anthropologie, une ontologie, une éthique⁴.

Autrement dit, faire comprendre à l'homme moderne que puisqu'il est un animal politique, social, fait pour vivre dans la Cité, son bonheur individuel passe par le bonheur commun. La promotion de l'intérêt général fait partie de son bien-être individuel, à commencer par la première condition du bien-être : la paix.

⁴ La subsidiarité dans les idées politiques

in J.B. d'ONORIO, La subsidiarité – TÉQUI 1993

A ce moment-là, l'homme moderne devrait nécessairement se sentir intéressé (inter-esse) par les institutions.

On ajoutera simplement, pour finir, que c'est exactement cette problématique que développait la grande encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris*, dont on vient de fêter le cinquantième anniversaire.

Lors de sa publication, elle fit, comme souvent, l'objet d'une lecture essentiellement politique ne retenant que la légitimation des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la main tendue aux non-chrétiens... En oubliant que le Pape martelait que les droits n'étaient rien sans les devoirs qui les fondent, que la participation démocratique devait être adaptée à la « maturité des peuples » et que l'on ne pouvait jamais tendre la main à la révolu-

tion et à toute idéologie de la rupture.

Autant d'enseignements qui restent toujours particulièrement nécessaires à notre temps...

Mais il y en avait un encore plus fondamental à savoir que si Jean XXIII plaidait l'instauration d'une autorité universelle pour le maintien de la paix, toute la composition de l'Encyclique reposait sur une articulation étroite de l'individuel et du collectif, seule capable de garantir d'authentiques structures de paix : « *La paix ne saurait régner entre les hommes si elle ne règne pas d'abord en chacun d'eux, c'est-à-dire si chacun n'observe pas en lui-même l'ordre voulu par Dieu* » (n° 165). Un ordre qui repose sur quatre piliers, les quatre piliers de toute structure vertueuse : la vérité, la justice, l'amour, la liberté. ■

Pierre Chalvidan

LA RESTAURATION NATIONALE EN MOUVEMENT

Les mois passés

■ Fédération Royaliste d'Île de France

Le 11 mars 2014, la conférence mensuelle du Cercle Histoire, Culture et Patrimoine a eu lieu à l'A.S.I.E.M. à Paris. Une nombreuse assistance a entendu avec grand intérêt Fabrice Madouas, rédacteur en chef à Valeurs Actuelles et réalisateur du livre d'entretiens avec le Prince Jean de France, nous parler sur le thème : "*Le Gouvernement et la rue : Questions politiques*". Analysant avec pertinence le mécanisme qui a produit la Manif pour tous, Fabrice Madouas nous a montré comment le gouvernement était désarmé devant un phénomène de cette ampleur, dont l'opposition, pas plus que quelques groupuscules, n'ont réussi à s'emparer.

Le 8 avril, conférence de Jean Monneret sur *Albert Camus face au terrorisme et à la guerre d'Algérie*, conférence passionnante qui donna au vrai Camus toute sa dimension de penseur français.

■ Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire

Le 20 mars, Café politique à Vannes animé par M. Hautebert sur le thème : "*Le Totalitarisme et la Modernité*". Devant un auditoire attentif, l'animateur a d'abord redéfini les deux termes clés de la soirée, développant au passage les notions de religion intramontaine et de constructivisme. Dans un second temps, l'intervenant s'est attardé sur le paradoxe du paradigme individualiste qui, insidieusement, mène à son exact contraire, l'étatisme.

■ Alliance Royale du Dauphiné

Le 12 mars, conférence du Docteur Serge Santerre organisée par le Cercle Bastiat et DDCC à la mairie de Correnç : "*Le Baron de Batz, deus ex machina de la corruption et de l'autodestruction de la Convention*".

Le 17 mars, Centre Lesdiguières à Grenoble, conférence de Monsieur Marcel Leonetti : "*La Corse, île de beauté tragique*".

Le 31 mars, Centre Lesdiguières, conférence du Docteur Jean-Pierre Dickès sur le thème : "*La transgression*".

Le 10 avril, l'Alliance Royale du Dauphiné, DDCC, Centre Lesdiguières, Cercle Bastiat, conférence à la Maison de la Culture Arménienne à Grenoble d'Hilaire de Crémiers : "*De la crise économique à la crise politique*". Salle attentive et passionnée.

■ Union des Sections Royalistes de Lorraine

Vendredi 11 avril, un public nombreux est venu écouter Bernard Anthony, président de l'AGRIF et de Chrétienté-Solidarité : "*Face au processus génocidaire de notre peuple, l'AGRIF sur ses créneaux, ses répliques, ses victoires*".

■ Fédération Royaliste du Maine et de l'Anjou

Le vendredi 25 avril 2014, salle des fêtes de Poillé-sur-Vègre dîner-débat avec Hilaire de Crémiers, Délégué Général de la Restauration Nationale et Directeur de Politique magazine, sur le thème : "*De Sarkozy en Hollande : où va la France ?*"

■ Fédération Royaliste Provençale

Le café politique d'Aix :

Février - Jean-François Mattéï : Sur le modèle de la cathédrale effondrée, une remarquable synthèse de l'effondrement achevé ou presque de tous les piliers de notre civilisation. Conclusion très pessimiste. A la question posée par un participant : pouvez-vous nous donner quelques signes d'espoir, la réponse a été brève et tranchante : Non ! Beaucoup de monde.

Mars - Jean Baptiste Donnier étudia le développement du double mouvement qui affecte la démocratie qui se retire du domaine proprement politique et compense ce retrait par un envahissement du social (sociétal pour jargonner « moderne ») et prend une allure de

plus en plus totalitaire.

Avril - Le transhumanisme par deux étudiants d'AF.

Le café politique de Marseille :

samedi 15 mars, Pierre Chalvidan *La Crise en trois D*.

■ Fédération Royaliste Rhône-Alpes

Le prince Jean de France, duc de Vendôme a assisté à la messe célébrée en mémoire du roi Louis XVI en l'église Saint-Denis de la Croix-Rousse à Lyon le 21 janvier 2014. La messe plus suivie que d'habitude en raison de la pré-

sence du fils du comte de Paris était célébrée par l'abbé Jérôme Billioud.

A l'issue de la cérémonie religieuse, le prince Jean de France a salué la figure de Louis XVI dans la sacristie et a participé avec joie à la traditionnelle galette des rois.

■ Le Valois monarchique

Dimanche 6 avril : conférence de Louis Daufresne, Directeur de Radio Notre-Dame sur son dernier ouvrage "*Le Roman des héroïnes de Dieu*". Des propos qui élèvent l'âme. Une salle comble.

Les mois à venir

■ Fédération Royaliste d'Île de France

Dimanche 11 mai, cortège traditionnel de Jeanne d'Arc, rendez-vous à l'Opéra à 10 h. Hommages et discours à la statue de Jeanne, place des Pyramides.

■ Fédération Royaliste d'Aquitaine

rn.aquitaine@wanadoo.fr

Restauration Nationale B.P 101 33024 Bordeaux Cedex.

■ Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire

urbvm@hotmail.fr

Nos amis de l'association "Les Brigands du Bocage" organisent le samedi 10 mai une nouvelle promenade historique en souvenir du général Marigny.

■ Alliance Royale du Dauphiné

gfrbelleserre@aliceadsl.fr Tél : 06 78 86 75 24

Blog de DDCC ARD : Mouvement action avenir.

■ Fédération royaliste Loiret-Orléans

barangerv@voila.fr

■ Union des Sections Royalistes de Lorraine

lalorraineroyaliste@yahoo.fr

Permanences : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h à la brasserie de l'académie, place Carnot à Nancy.

U.S.R.L. - BP 70369, 54007 Nancy Cedex.

■ Fédération Royaliste du Maine et de l'Anjou

xavier.d-albaret@orange.fr

B.P. 5 - 53340 Ballée

Tél : 02 43 98 43 44

■ Fédération Royaliste Languedoc-Roussillon

Tél : 06 10 97 56 01

association-louisxvi@gmx.fr

■ Fédération Royaliste Nord-Picardie

Samedi 10 mai 2014 à 18 h 30 - Le Crotoy, dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la statue de Jeanne d'Arc, à proximité du port du Crotoy.

Section de la Somme

af.picardie@free.fr

Section du Pas-de-Calais

jean-pierre.lefebvre12@orange.fr

Tél : 06 07 27 25 12).

■ Fédération Royaliste Provençale

48 rue Sainte Victoire, 13006 Marseille.

Tél : 06 08 31 54 97

fedroyprov@club-internet

Le café politique d'Aix : Café Le Festival, 67 bis rue Espariat. Renseignements : 06 16 69 74 85.

Le café politique de Marseille : Prochain café politique le 6 mai au café Le Boléro, cours Honoré d'Estienne d'Orves, 13001 (Carré Thiers). Possibilité de rester sur place, après le Café, pour dîner ensemble...

Renseignements : 06 08 31 54 97

■ Fédération Royaliste Rhône-Alpes

romeo.brosseau@wanadoo.fr

■ Le Valois Monarchique

roze.suzel@wanadoo.fr

Tél : 03 44 57 65 85 / 06 78 00 83 29

Dimanche 18 mai à 17 h, Hôtel de Ville de Chantilly, salle des conférences, conférence et dédicaces par Yves Teyssier d'Orfeuil sur "*Diplomatie et Religion*".



**RESTAURATION
NATIONALE**

La Restauration Nationale
7 rue Constance - 75018 PARIS
Tél / Fax : 01 44 92 82 82
restauration.nationale@wanadoo.fr

Commission paritaire :
CPPAP1111 P 11405

ISSN 169712/1
Dépôt légal : février 2014

Imprimeur : Debourg
26 impasse des Garrigues
11100 NARBONNE

Directeur publication et rédaction Bernard Pascaud

Editorialiste Georges Rousseau

Liaison avec les fédérations - Adhésions / abonnements Henri Bec

Carnet Suzanne Loetscher

Publication de la Restauration Nationale - Centre de propagande royaliste et d'Action Française
Mouvement fondé par Pierre Juhel

LE MONDE ET LA VILLE

par Suzanne Loetscher

Mariage

Nous avons le plaisir d'annoncer le mariage de notre ami Jean-Baptiste d'Albaret, rédacteur en chef de *Politique Magazine* et fils de notre dévoué président de la fédération du Maine et de l'Anjou, avec Mademoiselle Marie de Scey-Montbéliard. Nous adressons tous nos vœux de bonheur aux futurs époux et nos chaleureuses félicitations à leurs parents

Décès

Nous présentons nos plus vives condoléances à nos amis de la famille Michel Michel éprouvés par le décès de leur petit-fils de 17 ans, Antoine. Qu'ils soient sûrs de notre sympathie et de notre prière.

La Restauration Nationale est en deuil, singulièrement la Fédération royaliste provençale : notre grand ami Jean-François Mattéi est décédé le lundi 24 mars. Nous invitons nos amis à lire sur le site de la Restauration Nationale et de lafautearousseau l'éloge funèbre de notre ami philosophe.

RAPPEL IMPORTANT



N'oubliez pas votre cotisation 2014.

Dans les graves circonstances que la France traverse, il faut donner à la Restauration Nationale les moyens de sa politique.

Chers Amis, répondez à cet appel généreusement, en dépit de la difficulté des temps.

Si vous ne l'avez déjà fait, versez **vos cotisations** à la Restauration Nationale pour l'année 2014 dans la mesure de vos moyens. Payez **vos abonnements** au journal *Restauration Nationale*. Toujours dans la mesure de vos moyens, faites **un don** aussi généreux que possible.

Pour votre cotisation et pour les dons, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra de déduire de votre impôt sur le revenu 66 % du montant des sommes versées.

P.S : Si vous avez déjà réglé votre cotisation, veuillez considérer cet appel comme non avenu.

Adhésion à la Restauration Nationale Normal : 38 € - Bienfaiteur : 50 € - Soutien : 190 € et plus
Étudiants et chômeurs : 20 €

Abonnement à Restauration Nationale Normal : 15 € - Soutien : 20 € et plus
Étudiants et chômeurs : 6 €

Dons à l'AF-RN, Association de Financement de la Restauration Nationale : euros.

Nom : M, Mme, Mlle Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:..... Ville:..... Tél.....

Date de naissance :...../...../..... Profession :..... Courriel :.....

**Bulletin d'adhésion et chèque joint global pour cotisation, abonnement et don
fait à l'ordre de l'AF-RN et à envoyer à : La Restauration Nationale, 7 rue Constance, 75018 Paris.**